



ERRATUM

**Commission paritaire pour le secteur franco-
phone et germanophone de l'aide sociale et des
soins de santé**

**CCT n° 150354/CO/332
du 21/12/2018**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 7 doit être modifié comme suit : « Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd met een opzeggingstermijn van ~~zes maanden~~ **een jaar**, gericht bij een aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector, die de andere ervan op de hoogte brengt. ».

Correction dans les deux langues :

- Dans la note de bas de page (2) du formulaire annexé à la CCT (page 1), la date du « 20.12.2018 » doit être corrigée en « **21.12.2018** ».
- Dans le formulaire (page 2) « CCT du XXXXX » doit être remplacé par « CCT du **21 décembre 2018** ».
- Dans le formulaire (page 2), la note de bas de page (1) doit disparaître et la (2) devenir (1).

Correction du texte néerlandais :

- Dans le formulaire (page 1) « **Syndicale** » devrait être ajouté avant « Bijdrage ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Comité voor de Franstalige en Duits-
talige en welzijns- en gezondheidssector**

**CAO nr. 150354/CO/332
van 21/12/2018**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 7 moet als volgt verbeterd worden :
« Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd met een opzeggingstermijn van ~~zes maanden~~ **een jaar**, gericht bij een aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector, die de andere ervan op de hoogte brengt. ».

Verbetering in beide talen :

- In de voetnoot (2) van de formulier bijgevoegd aan de CAO (pagina 1), da datum « 20.12.2018 » moet als volgt verbeterd worden : « **21.12.2018** ».
- In de formulier (pagina 2) moet « CAO van XXXXX » vervangen worden door : « CAO van **21 december 2018** ».
- In de formulier (pagina 2) moet de voetnoot (1) verdwijnen en de voetnoot (2) (1) hernummerd worden.

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In de formulier (pagina 1) moet « **Syndicale** » ingevoerd worden vóór « Bijdrage ».

Beslissing van

08-03-2019

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé - CP 332

Convention collective de travail du 21 décembre 2018 relative à la prime syndicale en région de Bruxelles-Capitale - COCOF remplaçant la CCT du 28.02.2001 (N° 57816/CO/30502) pour son champ d'application

Article 1.

La présente convention collective de travail est applicable exclusivement aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé qui sont agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale - COCOF.

Article 2.

Il y a lieu d'entendre par travailleurs le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 3.

Les parties rappellent que :

- Une A.S.B.L. « Primes syndicales NM Bruxelles » pour le paiement d'une prime syndicale au personnel du secteur repris à l'article 1 a été instituée le 04.04.2002 au Moniteur Belge (M.B. 04.04.2002 page 3397)
- Dans le but de réaliser l'objet unique du paiement de la prime syndicale tel que fixé à l'article 4, l'A.S.B.L. « Primes syndicales » est approvisionnée par subvention émanant du budget de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, en fonction des arrêtés qui lui sont propres.

Article 4.

Modalités :

1. Afin de permettre le paiement par les organisations syndicales de la prime syndicale, les employeurs remettront à chaque travailleur en service au cours de l'année de référence, un formulaire complété de « demande de prime syndicale ».
2. Ce formulaire, complété par l'employeur, sera remis aux travailleurs avec la fiche de paie du mois de janvier de l'année suivant l'exercice couvert par la prime.
Pour les travailleurs dont le contrat se termine en cours d'année, le formulaire, complété par l'employeur, sera remis en même temps que les documents sociaux de sortie, contre accusé de réception.
3. Le modèle de formulaire de « demande de prime syndicale » est repris à l'annexe 1 de la présente convention.
4. Les organisations syndicales assureront le paiement de la prime syndicale en accord avec les dispositions en vigueur.

Article 5.

Si l'ASBL « Primes syndicales NM Bruxelles » constate qu'un employeur n'a pas diffusé le formulaire visé à l'article 4, à l'ensemble du personnel, elle lui adresse un courrier de rappel, avec copie au Président de la Commission paritaire.

L'employeur dispose d'un délai de 30 jours à dater de la réception du rappel, pour envoyer ledit formulaire. A défaut, le Président de la CP convoque un bureau de conciliation. En cas de carence de l'employeur ou en l'absence d'accord, l'employeur sera tenu de verser à l'ASBL « Primes syndicales NM Bruxelles » le montant correspondant au nombre de primes qui n'ont pas pu être prises en compte par le pouvoir subsidiant.

Le cas échéant, l'employeur pourra obtenir, auprès de l'ASBL « Primes syndicales NM Bruxelles » le remboursement du montant s'il s'avère que ce montant est finalement pris en compte par la Région de Bruxelles- Capitale (COCOF).

Article 6.

Les conventions collectives de travail conclues au sein des établissements et services, contenant ou prévoyant des dispositions plus avantageuses pour les travailleurs, restent d'application.

Article 7.

La présente convention collective de travail ^{modifiée} la convention collective de travail du 28 février 2001 enregistrée sous le numéro 57816/CO/305.02 et reprise par la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé par la convention collective de travail du 23 octobre 2007 enregistrée sous le numéro 85891/CO/332.

Elle produit ses effets à dater du 21 décembre 2018.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis d'un an notifié par courrier recommandé au président de la commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé, qui en informe les autres parties.



Annexe à la Convention collective de travail du 21 décembre 2018

A.S.B.L. « Primes syndicales NM Bruxelles » - Secteur CP 332 – COCOF

Demande de prime syndicale : Exercice 20.. Payable en 20.. (1)

La prime ne peut être payée qu'aux conditions suivantes :

- la demande doit être rentrée, par envoi postal ou support électronique, par le travailleur à son organisation syndicale avant le 31 mars de l'année suivant l'exercice couvert par la prime.
- L'attestation d'occupation (verso) doit être préalablement complétée par l'employeur

Identification du travailleur (2)

(à remplir par l'organisation syndicale et/ou le travailleur)

Nom : Prénom :

N° Registre national :

Adresse :

Adresse électronique :

Organisation Syndicale :

N° d'affiliation :

Date d'affiliation :

N° de compte (pour remboursement) : BE.....

Cotisation syndicale : temps plein temps partiel

Je déclare n'avoir introduit pour l'année 20... (1) qu'un seul formulaire de demande par période de travail.

Je certifie que les informations communiquées sont sincères et complètes.

Date : Signature :

(1) Compléter

(2) En vue de protéger la vie privée, les nouvelles règles européennes relatives au règlement général sur la protection des données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen) sont respectées. Les informations transmises sur le présent formulaire ne peuvent être utilisées que dans le cadre du traitement de la prime syndicale telle que prévue par la CCT du 20¹12.2018.

Le soussigné donne son consentement formel à cette utilisation.

ATTESTATION D'OCCUPATION : A remplir par l'employeur

Obligatoirement remplie, et remise par l'employeur annuellement, selon les modalités définies par l'article 4 de la CCT du ~~XXXXX~~ ^{31 décembre 2012} relative à la prime syndicale, à tous les travailleurs relevant de la CP 332 pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et occupés au cours de l'année dans un établissement agréé par la COCOF.

Je soussigné, représentant le service :

Nom :

Adresse :

N° d'identification :

N° ONSS :

Secteur d'activité(COCCOF) :

Déclare que (Z) :
1

Nom : Prénom :

Adresse :

A été occupé(e) par le service précité pendant l'année 20... du au (Z)
1

Cachet de l'institution

Date Signature.....

(1) Cocher la bonne mention

(Z) compléter

1

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector - PC 332

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2018 betreffende de vakbondspremie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Franse Gemeenschapscommissie tot vervanging van de CAO van 28.02.2001 (Nr. 57816/CO/30502) voor haar toepassingsgebied

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - COCOF

Artikel 2.

Onder "werknemers" wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Artikel 3.

De partijen wijzen erop dat:

- Een V.Z.W. "Primes syndicales NM Bruxelles" voor de betaling van een vakbondspremie aan het personeel van de sector opgenomen in artikel 1 werd opgericht op 04.04.2002 in het Belgisch Staatsblad (B.S. 04.04.2002 pagina 3397)
- Teneinde de enige doelstelling te realiseren van de betaling van de vakbondspremie zoals vastgesteld in artikel 4, wordt de VZW "Primes syndicales" gespijsd door subsidie uit de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in functie van de besluiten die haar eigen zijn.

Artikel 4.

Modaliteiten:

1. Teneinde de betaling van de vakbondspremie door de vakorganisaties mogelijk te maken, bezorgen de werkgevers aan elke werknemer die in dienst is in de loop van het referentiejaar, een ingevuld formulier voor "aanvraag vakbondspremie".
2. Dit formulier, ingevuld door de werkgever, zal aan de werknemers worden verstrekt met de loonfiche van de maand januari van het jaar dat volgt op het dienstjaar waarop de premie betrekking heeft.
Voor de werknemers van wie de overeenkomst ten einde loopt in de loop van het jaar, zal het formulier, ingevuld door de werkgever, tegelijk met de sociale documenten van uitdiensttreding, tegen bericht van ontvangst worden verstrekt.
3. Het modelformulier "aanvraag vakbondspremie" is overgenomen als bijlage 1 bij deze overeenkomst.
4. De vakorganisaties staan in voor de betaling van de vakbondspremie in overeenstemming met de bepalingen die van kracht zijn.

Artikel 5.

Als de VZW "Primes syndicales NM BRuxelles" vaststelt dat een werkgever het formulier bedoeld in artikel 4 niet heeft uitgedeeld aan al het personeel, stuurt zij een herinneringsbrief, met kopie aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité.

De werkgever beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf de ontvangst van de herinnering, om dit formulier te versturen. Anders roept de Voorzitter van het PC een verzoeningsbureau bijeen. Bij in gebreke blijven van de werkgever of bij ontstentenis van een akkoord, is de werkgever verplicht om aan de VZW "Primes syndicales NM Bruxelles" het bedrag te storten dat overeenstemt met het aantal premies die niet konden worden in rekening genomen door de subsidiërende overheid. Desgevallend kan de werkgever, bij de VZW "Primes syndicales NM Bruxelles" de terugbetaling verkrijgen van het bedrag als blijkt dat dit bedrag uiteindelijk in rekening wordt genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Franse Gemeenschapscommissie).

Artikel 6.

De collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in de inrichtingen en diensten, die gunstigere bepalingen bevatten of voorzien voor de werknemers blijven van toepassing.

Artikel 7.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigd de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2001 geregistreerd onder het nummer 57816/CO/305.02 en overgenomen door het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 oktober 2007 geregistreerd onder het nummer 85891/CO/332.

Zij treedt in werking met ingang van 21 december 2018.

Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd met een opzeggingstermijn van ~~zes maanden~~ ^{een jaar}, gericht bij een aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector, die de andere ervan op de hoogte brengt.

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2018

V.Z.W. « Primes syndicales NM Bruxelles » - Sector PC 332 – COCOF

Aanvraag vakbondspremie: Dienstjaar 20.. - betaalbaar in 20. . (1)

De premie kan alleen worden betaald op de volgende voorwaarden:

- de aanvraag moet, per post of elektronisch, door de werknemer aan zijn vakorganisatie worden bezorgd vóór 31 maart van het jaar dat volgt op het dienstjaar waarop de premie betrekking heeft.
- Het tewerkstellingsattest (verso) moet voorafgaand door de werkgever worden ingevuld

Identificatie van de werknemer (2)

(in te vullen door de vakorganisatie en/of de werknemer)

Naam: Voornaam:

Nr. Rijksregister:.....

Adres:.....

E-mailadres

Vakorganisatie:

Lidnummer :.....

Datum aansluiting:.....

Rekeningnr. (voor terugbetaling) : BE.....

Syndicaal Bijdrage : O voltijds O deeltijds

Ik verklaar voor het jaar 20.... (1) slechts één aanvraagformulier per arbeidsperiode te hebben ingediend.

Ik bevestig dat de medegedeelde informatie oprecht en volledig is.

Datum : Handtekening :

(1) Invullen

(2) Om het privéleven te beschermen, worden de nieuwe Europese regels betreffende de algemene verordening betreffende de bescherming van de gegevens (AVG - Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement) nageleefd. De informatie op dit formulier mag alleen gebruikt worden in het kader van de behandeling van de vakbondspremie zoals bepaald door de CAO van 20.12.2018.

Ondergetekende geeft zijn formele toestemming voor het gebruik ervan.

TEWERKSTELLINGSATTEST: In te vullen door de werkgever

Moet jaarlijks verplicht door de werkgever worden ingevuld en, volgens de modaliteiten bepaald door artikel 4 van de CAO van ~~xxxx~~ ^{31 december 2018} betreffende de vakbondspremie, overhandigd aan alle werknemers die behoren tot het PC 332 voor de Franstalige en Duitstalige sector van de welzijns- en gezondheidssector en die in de loop van het jaar tewerkgesteld zijn in een inrichting die wordt erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

Ik, ondergetekende, vertegenwoordiger van de dienst:

Naam:.....
Adres:.....
.....
Identificatie nr.:.....
RSZ nr. :.....
Activiteitssector (Franse Gemeenschapscommissie):
.....

Verklaar dat ^(Z)₁

Naam:..... Voornaam:.....
.....
Adres:.....
.....

tewerkgesteld was door bovengenoemde dienst tijdens het jaar 20.. van tot
^(Z)₁

Stempel van de inrichting

Datum Handtekening.....

~~(1) De juiste vermelding aankruisen~~
(Z) aanvullen
1